

Traité instituant la CECA - Annexe II (Paris, 18 avril 1951)

Source: Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg. 09.07.1952, n° 41. Luxembourg: Service Central de Législation. "Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier: Annexe II (18 avril 1951)", p. 728.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/traite_instituant_la_ceca_annexe_ii_paris_18_avril_1951-fr-efe7ff42-5aa0-48f1-a5c4-d8d3886c53c2.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Annexe II - Ferraille

Les dispositions du présent Traité sont applicables à la ferraille, compte tenu des modalités pratiques suivantes rendues nécessaires par les conditions particulières de sa collecte et de son commerce :

a) les fixations de prix par la Haute Autorité, dans les conditions du chapitre V du titre III, s'appliquent à l'achat par les entreprises de la Communauté ; les Etats membres prêtent leur concours à la Haute Autorité pour veiller au respect, par les vendeurs, des décisions prises ;

b) sont exclues de l'application de l'article 59 :

- les vieilles fontes dont la nature limite leur emploi aux industries de la fonderie échappant à la juridiction de la Communauté ;

- les ferrailles de chute utilisées directement par les entreprises ; toutefois, il est tenu compte des ressources que constituent ces chutes dans l'établissement des bases de répartition de la ferraille de récupération ;

c) pour l'application des dispositions de l'article 59 à la ferraille de récupération, la Haute Autorité rassemble, en coopération avec les gouvernements des Etats membres, les informations nécessaires tant sur les ressources que sur les besoins, y compris les exportations vers les pays tiers.

Sur la base des informations ainsi rassemblées, la Haute Autorité, en se conformant aux dispositions de l'article 59 et compte tenu tant des possibilités les plus économiques d'utilisation de la ressource que de l'ensemble des conditions d'exploitation et d'approvisionnement propres aux différentes fractions de l'industrie sidérurgique soumise à sa juridiction, répartit les ressources entre les Etats membres.

En vue d'éviter que les livraisons prévues, au titre de cette répartition, d'un Etat membre à un autre, ou l'exercice des droits d'achat reconnus aux entreprises d'un Etat membre sur le marché d'un autre Etat membre entraînent des discriminations préjudiciables aux entreprises relevant de l'un ou de l'autre desdits Etats membres, les mesures suivantes seront prises :

1. Chaque Etat membre autorisera la sortie de son territoire des livraisons aux autres Etats membres correspondant à la répartition établie par la Haute Autorité ; en contrepartie, chaque Etat membre sera autorisé à appliquer les contrôles nécessaires pour s'assurer que les sorties ne soient pas supérieures aux quantités ainsi prévues. La Haute Autorité est habilitée à veiller à ce que les dispositions adoptées n'aient pas un caractère plus restrictif que ne l'exige leur objet ;

2. La répartition entre les Etats membres sera revue à intervalles aussi rapprochés qu'il sera nécessaire pour maintenir une relation équitable, tant pour les acheteurs locaux que pour les acheteurs en provenance d'autres Etats membres, entre les ressources constatées dans chaque Etat membre et les livraisons à d'autres Etats membres qui lui sont assignées ;

3. La Haute Autorité veillera à ce que les dispositions réglementaires adoptées par chaque Etat membre à l'égard des vendeurs relevant de sa juridiction n'aient pas pour effet l'application de conditions inégales à des transactions comparables, notamment suivant la nationalité des acheteurs.